COPY

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE

ET

L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

CONCERNANT

L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

ACCORD
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE
ET
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République libanaise,
d'une part,

et

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
et
Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
d'autre part

ci-après dénommés les "Parties contractantes",

DÉSIREUX de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

SONT convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Définitions

Pour l'application du présent Accord :

1. Le terme "investisseurs" désigne, eu égard à chaque Partie contractante :

   a) les "nationaux", c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République libanaise, est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République libanaise respectivement ;

   b) les "sociétés", c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République libanaise et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République libanaise respectivement.

2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

   Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord :

   a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits reels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues ;

   b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

   c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;

   d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce ;

e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, à la culture, à l'extraction ou à l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualification d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme "revenus" désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties, honoraires de gestion, d'assistance technique ou autres, quelle que soit la forme sous laquelle le paiement est effectué.

4. Le terme "territoire" s'applique au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et au territoire de la République libanaise ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales de l'Etat concerné et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra ces investissements en conformité avec sa législation.

2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera, en conformité avec sa législation, la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

ARTICLE 3

Protection des investissements

1. Tous les investissements, directs ou indirects, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

3. Pour toutes les matières relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chaque Partie contractante bénéficieront du traitement le plus favorable que l'autre Partie contractante accorde à ses ressortissants ou aux investisseurs d'un Etat tiers.

4. Néanmoins, pareil traitement et pareille protection ne s'étendront pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à toute autre forme d'organisation économique régionale. En outre, pareil traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie Contractante peut accorder aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu d'une convention de double imposition ou de toute autre convention reciproque en matière d'impôts ni, dans le cas du Liban, au traitement accordé aux investisseurs ressortissants des pays arabes en vertu du Décret législatif n° 11614, du 4 janvier 1969.

ARTICLE 4

Expropriation et mesures restrictives de propriété

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies :

a) les mesures seront prises selon une procédure légale ;

b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique ;

c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur effective des investissements à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Lesdites indemnités seront réglées dans la monnaie de l'État dont l'investisseur est ressortissant ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et seront librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article s'appliqueront également si l'une des Parties contractantes exproprie les avoirs d'une société constituée conformément à la législation en vigueur dans n'importe quelle partie de son territoire, et dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie contractante possèdent des parts.

5. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, qui sera au moins égal à celui accordé par cette dernière Partie contractante aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

6. Pour les matières réglées par le présent article, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement au moins égal à celui qu'elle réserve sur son territoire aux investisseurs de la nation la plus favorisée. Ce traitement ne sera en aucun cas moins favorable que celui reconnu par le droit international.

ARTICLE 5

Transferts

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert au départ et à destination de son territoire de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment :

   a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;

   b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié ;

   c) des revenus des investissements ;

   d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi ;

   e) des indemnités payées en exécution de l'article 4.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante, seront également autorisés à transférer leur rémunération dans leur pays d'origine.

3. Les transferts seront effectués en monnaie librement convertible, au cours applicable à la date de ceux-ci aux transactions au comptant dans la monnaie utilisée.

4. Les garanties prévues par le présent article seront au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des

investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

ARTICLE 7

Règles applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties contractantes, les investisseurs de l'autre Partie contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

ARTICLE 8

Accords particuliers

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie contractante seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer à tout moment le respect des obligations qu'elle aura contractées à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 9

Règlement des différends relatifs aux investissements entre une Partie contractante et un investisseur de l'autre Partie contractante

1. Tout différend relatif aux investissements entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante, fera l'objet d'une notification écrite,

accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'État où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.) ;

- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera partie à ladite Convention.

  Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I. ;

- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris ;

- à l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 6 du présent Accord.

5. Le tribunal arbitral statuera sur la base du droit interne de la Partie contractante partie au différend sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, ainsi que sur la base des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier éventuellement conclu au sujet de l'investissement et des principes du droit international.

6. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

ARTICLE 10

Différends entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties ; celle-ci se réunira à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).

4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix ; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

6. Le tribunal statuera sur la base du respect des principes du droit international universellement reconnus, des dispositions du présent Accord, ainsi que de la législation nationale.

ARTICLE 11

Application de l'Accord

1. Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière

Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui seraient survenus avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 12

Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins douze mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera reconduit tacitement pour une période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins douze mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

En ce qui concerne les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord, les dispositions de ce dernier leur resteront applicables pour une période de dix ans à compter de la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles le 6 septembre 1999, en trois exemplaires originaux, chacun en langues arabe, française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE :

Le Ministre des Finances

Georges Corm

POUR L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Le Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur

Pierre Chevalier

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

L'Ambassadeur

Jean-Jacques Kasel

Pour le Gouvernement wallon :

Pierre Chevalier

Pour le Gouvernement flamand :

Le Ministre Président

Patrick Dewael

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Pierre Chevalier

COPY

اتفاقية

بين حكومة الجمهورية اللبنانية

من جهة

وإتحاد بلجيكا ولكسمبورغ الإقتصادي

من جهة أخرى

حول تنشيط وحماية الإستثمارات المتبادلة

إن حكومة الجمهورية اللبنانية من جهة،

وحكومة مملكة بلجيكا،

حكومة إقليم ولّونيا،

حكومة إقليم فلاندرز،

حكومة إقليم بروكسيل- العاصمة،

وحكومة دوقية لكسمبورغ الكبرى،

من جهة أخرى

(المشار إليهما في ما يلي بـ "الطرفين المتعاقدين")،

رغبة منهما في توثيق التعاون الإقتصادي بينهما عن طريق إيجاد ظروف ملائمة للإستثمار من جانب مواطنين تابعين لأحد الطرفين المتعاقدين في أراضي الطرف المتعاقد الآخر،

فقد اتفقا على ما يلي:

المادة "١"

تعريفات

لغرض هذه الاتفاقية،

١. إن كلمة "مستثمرين"، في ما يتعلق بأي طرف متعاقد، تعني:

أ. "المواطنين"، أي أيّ شخص طبيعي يعتبر، وفقا لقانون مملكة بلجيكا، أو دوقيّة لكسمبورغ الكبرى أو الجمهورية اللبنانية، كمواطن تابع لمملكة بلجيكا، أو دوقيّة لكسمبورغ الكبرى أو الجمهورية اللبنانية على التوالي؛

ب. "الشركات"، أي أيّ شخصية اعتبارية أنشئت وفقا لقانون مملكة بلجيكا، أو دوقيّة لكسمبورغ الكبرى أو الجمهورية اللبنانية ويوجد مكتبها المسجل في أراضي مملكة بلجيكا، أو دوقيّة لكسمبورغ الكبرى، أو الجمهورية اللبنانية على التوالي.

٢. إن كلمة "استثمارات" تعني أي نوع من الموجودات وأيّ مساهمة مباشرة، أو غير مباشرة، سواء كانت نقدا، أو عينا، أو خدمات، استثمرت أو أعيد استثمارها في أي قطاع من النشاط الإقتصادي.

إن ما يلي ينبغي أن يعتبر على وجه التخصيص لا الحصر، بمثابة استثمارات لغرض هذه الاتفاقية:

أ. الأملاك المنقولة وغير المنقولة وكذلك أية حقوق عينيّة أخرى كالرهون، وحقوق الحجز، والضمانات، وحقوق الإرتفاق والحقوق المماثلة؛

ب. الأسهم، وحقوق الشركات وأي نوع من المساهمات، بما في ذلك مساهمات الأقلّية أو المساهمات غير المباشرة، في شركات أسست في أراضي طرف متعاقد؛

ج. السندات، حقوق المطالبة بأموال وبأية حقوق خدمات لها قيمة اقتصادية؛

د. حقوق الطبع والنشر، وحقوق الملكية الصناعية، والعمليات التقنية والعلامات التجارية، وشهرة الإسم التجاري؛

ه. امتيازات الأعمال التي تمنح بمقتضى القانون العام أو أحد العقود، بما في ذلك امتيازات التنقيب عن الموارد الطبيعية، أو تنميتها، أو استخراجها، أو استثمارها.

إن التغييرات في الشكل القانوني الذي استثمرت فيه الموجودات ورؤوس الأموال أو أعيد استثمارها فيه يجب أن لا تؤثر في صفتها "استثمارات" لغرض هذه الاتفاقية.

٣. إن كلمة "عائدات" تعني المبالغ التي يعطيها الإستثمار وهي تشمل، على وجه التخصيص لا الحصر، الأرباح، والفوائد، والزيادات في قيمة رأس المال، وأرباح الأسهم، والريوع، والمقبوضات لقاء الأعمال الإدارية والمساعدة الفنية أو الرسوم الأخرى، بصرف النظر عن الشكل الذي يدفع فيه العائد.

٤. إن كلمة "أراضي" تعني أراضي مملكة بلجيكا وأراضي دوقيَّة لكسمبورغ الكبرى وأراضي الجمهورية اللبنانية وكذلك المناطق البحرية، أي المناطق البحرية وما تحت مياهها التي تمتد خارج حدود المياه الإقليمية للبلدان المذكورة والتي تمارس عليها تلك البلدان، وفقا للقانون الدولي، حقوق السيادة والولاية القانونية بهدف التنقيب عن الموارد الطبيعية واستثمارها والمحافظة عليها.

المادة "٢"

تنشيط الإستثمارات

١. على كل طرف متعاقد أن يقوم في أراضيه بتنشيط الإستثمارات من جانب مستثمرين تابعين للطرف المتعاقد الآخر وقبول تلك الإستثمارات وفقا لقوانينه.

٢. ينبغي لكل طرف متعاقد أن يأذن، وفقا لقوانينه وعلى وجه التخصيص، بإبرام وتنفيذ عقود ترخيص واتفاقيات تجارية، وإدارية أو اتفاقيات مساعدات فنية، ما دامت هذه النشاطات تتعلق بهذه الإستثمارات.

المادة "٣"

حماية الإستثمارات

١. إن جميع الإستثمارات، سواء كانت مباشرة أو غير مباشرة، التي وظفها مستثمرون تابعون لطرف متعاقد يجب أن تتمتع بمعاملة عادلة ومنصفة في أراضي الطرف المتعاقد الآخر.

٢. في ما عدا الإجراءات اللازمة لحفظ النظام العام، فإن هذه الإستثمارات يجب أن تتمتع بحماية وأمن مستثمرين، أي انه باستثناء أي إجراء تمييزي قد يمنع، قانونا أو عرفا، إدارة تلك الإستثمارات، أو استمرارها، أو استعمالها، أو حيازتها أو تصفيتها.

٣. في جميع الأمور المتعلقة بمعاملة الإستثمارات، ينبغي للمستثمرين التابعين لكل طرف متعاقد أن يتمتعوا بالمعاملة التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر لمواطنيه بالذات أو لمستثمرين تابعين لأية دولة ثالثه، أيهما هي الأكثر رعاية.

٤. بيدَ ان هذه المعاملة والحماية ينبغي أن لا تشملا الإمتيازات التي يمنحها طـــرف متعـــاقد لمستثمرين تابعين لدولة ثالثة بموجب اشتراكها في، أو انضمامها إلى منطقة تجارة حـرة، أو اتحاد جمركي، أو سوق مشتركة، أو أي شكل آخر من المنظمات الإقتصادية الإقليمية. ولا ينبغي أن تتعلق تلك المعاملة بأي ميزة يمنحها أي من الطرفين المتعاقدين لمستثمرين تابعين لدولة ثالثة بموجب اتفاقية حول الإزدواج الضريبي أو اتفاقيات أخرى على أسـاس متبادل بشأن أمور الضرائب، أو أن تتعلق، في حالـــة لبنـــان، بالمعاملـــة التـــي تمنـــح لمستثمرين من رعايا دول عربية بموجب المرسوم التشريعي رقم ١١٦١٤ المـــؤرخ ٤ كانون الثاني ١٩٦٩.

المادة "٤"

نزع الملكية والحد منها

١. يتعهد كل طرف متعاقد بأن لا يتخذ أي إجراء بنزع الملكية أو التأميم أو يتخذ أي إجـــراء آخر له مفعول مباشر أو غير مباشر في نزع ملكية المستثمرين التابعين للطرف المتعـــاقد الآخر لاستثماراتهم الموظفة في أراضيه.

٢. إذا اقتضت أسباب خاصة بالأهداف العامة أو الأمنُ العام أو المصلحة الوطنية عدم تقيـــد كامل بأحكام الفقرة " ١ " من هذه المادة، وجب الإمتثال للشروط التالية:

أ. ينبغي اتخاذ الإجراءات بمقتضى الطرق القانونية؛

ب. ينبغي للإجراءات أن لا تكون تمييزية ولا مناقضة لأي التزامات محددة؛

ج. ينبغي للإجراءات أن تكون مصحوبة بمؤونة مالية لدفع تعويض ملائم وفعال.

٣. ينبغي لهذا التعويض أن يبلغ القيمة الحقيقية للإستثمارات في اليوم السابق للتاريخ الـــذي اتخذت الإجراءات فيه أو أصبحت معلومة للرأي العام.

ينبغي أن يدفع هذا التعويض بعملة الدولة التي يكون المستثمر من مواطنيها، أو أن يدفع بأيـة عملة أخرى قابلة للتحويل. كما ينبغي أن يدفع دون تأخير وأن يكون قابلا للتحويل بحريـــة. وهذا التعويض يجب أن يحمل الفائدة المصرفية بالسعر التجاري المعتاد وذلك مـــن تـــاريخ تحديد مقداره حتى تاريخ دفعه.

٤. إن أحكام الفقرة "٢" من هذه المادة تسري أيضا حيث ينزع طرق متعاقد ملكية موجودات شركة أنشئت بموجب القوانين النافذة في أي جزء من أراضيه والتي يملك أســـهما فيـها مستثمرون تابعون للطرف المتعاقد الآخر.

٥. إن المستثمرين التابعين لأي طرف متعاقد ممن تتكبد استثماراتهم خسائر في أراضي الطرف المتعاقد الآخر بسبب نشوب حرب أو نزاع مسلح آخر، أو ثورة، أو حالة طوارئ أهلية يجب أن يمنحوا من جانب الطرف المتعاقد الآخر معاملة، في ما يتعلق بإعادة الحق إلى صاحبه، أو التعويض عن الأضرار، أو العوض، أو التسويات الأخرى، تعادل على الأقل تلك المعاملة التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر للمستثمرين التابعين للدولة الأكثر رعاية.

٦. في ما يتعلق بالأمور التي تتناولها هذه المادة، فإنه يجب على كل طرف متعاقد أن يمنح المستثمرين التابعين للطرف الآخر معاملة تعادل على الأقل تلك المعاملة التي يمنحها في أراضيه للمستثمرين التابعين للدولة الأكثر رعاية. ولا ينبغي لهذه المعاملة أن تكون في أي حالٍ من الأحوال أقل رعاية من تلك التي يقر بها القانون الدولي.

المادة "٥"

التحويلات

١. على كل طرف متعاقد ان يمنح المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر التحويل الحر إلى اراضيه وخارجها لكافة المدفوعات المتعلقة بأحد الإستثمارات، ويشمل ذلك على نحو أكثر تخصيصا ما يلي:

أ. المبالغ اللازمة لتأسيس الإستثمار، أو استمراره أو زيادته؛

ب. المبالغ اللازمة لمدفوعات بموجب أحد العقود، بما في ذلك المبالغ اللازمة لتسديد القروض، ودفع الريوع، ومدفوعات أخرى ناتجة عن تراخيص، وامتيازات، وحقوق استثمار (استغلال)، وحقوق مماثلة اخرى، وكذلك رواتب الموظفين الأجانب؛

ج. عائدات الاستثمارات؛

د. الحصيلة المتجمعة من التصفية الكلية أو الجزئية للإستثمارات، بما في ذلك التحسينات الرأسمالية أو الزيادات في رأس المال المستثمر؛

ه. التعويض المدفوع بموجب المادة "٤".

٢. إن مواطني كل طرف متعاقد ممن سمح لهم بالعمل في أراضي الطرف المتعاقد الآخر في ما يتعلق بأحد الإستثمارات، ينبغي أن يسمح لهم بتحويل مداخيلهم إلى بلد المنشأ الذي قَدِموا منه.

٣. ينبغي عمل التحويلات بعملة قابلة للتحويل بسعر الصرف الساري يوم إجراء التحويلات للمعاملات الحاضرة بالعملة المعتمدة.

٤. إن الضمانات المشار إليها في هذه المادة يجب أن تكون معادلة على الأقل لتلك الممنوحة للمستثمرين التابعين للدولة الأكثر رعاية.

المادة "٦"

الحلول محل المستثمر

١. إذا دفع طرف متعاقد، أو أية مؤسسة عامة عائدة لهذا الطـــرف، تعويضـــا للمســـتثمرين التابعين له بمقتضى ضمان يؤمّن تغطية لأحد الإستثمارات، وجب على الطرف المتعـــاقد الآخر أن يقر بأن الطرف المتعاقد الأول أو المؤسسة العامة المعنية قد آلت اليه أو إليـــها حقوق المستثمرين.

٢. يحق للطرف المتعاقد الآخر، في ما يتعلق بالحقوق المحولة، أن ينفذ ضد الضامن، الـــذي آلت اليه حقوق المستثمرين المضمونين، التزامات هذا الأخير بموجب القانون أو العقد.

المادة "٧"

الأنظمة السارية

إذا كانت مسألة ما تتعلق بالإستثمارات مغطاة بهذه الاتفاقية وبالقانون العام لطرف متعـــاقد أو كانت مغطاة باتفاقات دولية قائمة حاليا أو سيجري التوقيع عليها من جـــانب الطرفيـــن فـــي المستقبل، فإنه يحق لمستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر أن يفيدوا أنفسهم من الأحكـــام الأكثر رعاية لهم.

المادة "٨"

الإتفاقات المحدَّدة

١. إن الإستثمارات الموظفة بمقتضى اتفاق محدد ومعقود بين طرف متعاقد ومستثمرين تابعين للطرف الآخر ينبغي أن تغطى بأحكام هذه الاتفاقية وبأحكام تلك الاتفاقية المحددة.

٢. يتعهد كل طرف متعاقد بأن يضمن في كل الأوقات مراعاة الإلتزامات التي تعهد بها تجاه المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر.

المادة "٩"

تسوية الخلافات حول الإستثمارات بين طرف متعاقد ومستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر

١. إن أي خلاف حول الإستثمارات بين مستثمر تابع لطرف متعاقد والطرف المتعاقد الآخر ينبغي الإبلاغ عنه خطيا من جانب الطرف الأول الذي يتخذ اجراء بشأن ذلك. وهذا الإبلاغ ينبغي أن يكون مصحوبا بمذكرة مفصلة بصورة كافية.

يجب على الطرفين المتعاقدين أن يسعيا حثيثا بقدر الإمكان لتسوية الخلاف عن طريق المفاوضات، وإذا اقتضى الأمر عن طريق السعي لمشورة خبير من طرف ثالث، أو عن طريق التوفيق بين الطرفين المتعاقدين من خلال القنوات الدبلوماسية.

٢. في غياب حصول تسوية ودية بالإتفاق المباشر بين طرفي الخلاف، او بالتوفيق بينهما من خلال القنوات الدبلوماسية في غضون ستة أشهر من تاريخ الإبلاغ عن الخلاف، يجب رفع هذا الخلاف، بناء على اختيار المستثمر، إما إلى السلطة القضائية المختصة لدى الدولة التي وظف الإستثمار فيها، وإما إلى التحكيم الدولي.

ولتحقيق هذه الغاية، يوافق كل طرف متعاقد مسبقا، وعلى نحو لا رجوع فيه، على تسوية أي خلاف عن طريق هذا النوع من التحكيم. وهذه الموافقة تتضمن تنازل الطرفين كليهما عن الحق في المطالبة باستنفاد جميع العلاجات الإدارية المحلية أو القضائية.

٣. في حالة التحكيم الدولي، ينبغي رفع الخلاف للتسوية عن طريق التحكيم إلى إحدى الهيئات المذكورة في ما يلي، بناء على اختيار المستثمر:

- هيئة تحكيم أنشئت لهذا الغرض وفقا لأنظمة التحكيم التي وضعتها لجنة الأمم المتحدة لقانون التجارة الدولية (U.N.C.I.T.R.A.L.)؛

- المركز الدولي لتسوية الخلافات حول الإستثمارات (I.C.S.I.D.)، الذي أنشئ بمقتضى اتفاقية تسوية الخلافات حول الإستثمارات بين الدول ورعايا دول أخرى، والتي فتح باب التوقيع عليها في واشنطن بتاريخ ١٨ آذار (مارس) ١٩٦٥، في حال أصبح الطرفان المتعاقدان كلاهما عضوين في الاتفاقية المذكورة.

في حال عدم الوفاء بهذا الشرط، يوافق كل طرف متعاقد على أنه ينبغي رفع الخلاف للتحكيم بمقتضى أنظمة الوسيلة الإضافية لدى المركز الدولي لتسوية الخلافات حول الإستثمارات؛

- هيئة التحكيم لدى غرفة التجارة الدولية في باريس؛

- مؤسسة التحكيم لدى غرفة التجارة في ستوكهولم.

إذا كان إجراء التحكيم قد اتخذ بناء على مبادرة طرف متعاقد، وجب على هذا الطرف أن يطلب خطيا من المستثمر المعني أن يحدد هيئة التحكيم التي ينبغي إحالة الخلاف إليها.

٤. لا يحق لأي من الطرفين المتعاقدين المعنيين بخلاف ما ، في أي مرحلة من إجراءات التحكيم القانونية أو تنفيذ قرار تحكيمي، أن يثير اعتراضا بأن المستثمر الذي هو الطرف

الخصم في الخلاف قد تسلم تعويضا يغطي خسائره كليا أو جزئيا بموجب بوليصة تأمين أو بموجب الضمان المنصوص عليه في المادة "٦" من هذه الاتفاقية.

٥. تتخذ الهيئة التحكيمية قراراتها على أساس القانون العام بما في ذلك الأنظمة المتعلقة بتنازع القوانين لدى الطرف المتعاقد المعني في الخلاف والذي وظف الإستثمار في أراضيه، وكذلك على أساس أحكام هذه الاتفاقية، وشروط الإتفاق المحدد الذي ربما يكون قد جرى الدخول فيه بشأن الإستثمار، وعلى أساس مبادئ القانون الدولي.

٦. تكون القرارات التحكيمية نهائية وملزمة لطرفي الخلاف. ويتعهد كل طرف متعاقد بتنفيذ القرارات وفقا لقانونه العام.

المادة "١٠"

الخلافات بين الطرفين المتعاقدين في ما يتعلق بتفسير أو تطبيق الاتفاقية

١. إن أي خلاف يتعلق بتفسير أو تطبيق أحكام هذه الاتفاقية يجب أن يسوى بقدر الإمكان عن طريق القنوات الدبلوماسية.

٢. في غياب حصول تسوية عن طريق القنوات الدبلوماسية، ينبغي رفع الخلاف إلى لجنة مشتركة مكونة من ممثلين عن الطرفين؛ وينبغي لهذه اللجنة أن تجتمع دون تأخير لا لزوم له بناء على طلب الطرف الأول الذي يتخذ اجراء بشأن ذلك.

٣. إذا تعذر على اللجنة المشتركة تسوية الخلاف، وجب رفع هذا الخلاف، بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين، إلى هيئة تحكيم معينة كما يلي لكل حالة على حدة:

على كل طرف متعاقد أن يعين محكما واحدا خلال شهرين من التاريخ الذي يكون فيه أي من الطرفين المتعاقدين قد أطلع الطرف الآخر عن نيته رفع الخلاف للتحكيم. ويجب على هذين المحكمين، خلال فترة شهرين من تعيينهما، أن يعينا بالإتفاق المتبادل مواطنا من دولة ثالثة رئيسا لهيئة التحكيم.

إذا لم يتم التقيد بفترتي الزمن المحددتين، وجب على أي من الطرفين المتعاقدين أن يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية إجراء التعيين اللازم (التعيينين اللازمين).

إذا كان رئيس محكمة العدل الدولية من رعايا أي من الطرفين المتعاقدين أو من رعايا دولة لا يقيم أحد الطرفين المتعاقدين علاقات دبلوماسية معها أو إذا تعذر عليه، لأي سبب آخر، أن يمارس هذه المهمة، وجب الطلب من نائب رئيس محكمة العدل الدولية اجراء التعيين (التعيينين).

٤. على المحكمة (أي هيئة التحكيم) المعينة على هذا النحو أن تقرر قواعد إجراءاتها الخاصة بها. وينبغي لقراراتها ان تتخذ بأكثرية الأصوات، كما ينبغي أن تكون نهائية وملزمة لكلا الطرفين المتعاقدين.

٥. على كل طرف متعاقد أن يتحمل النفقات الناتجة عن تعيين محكمه. أما النفقات المتعلقة بتعيين المحكم الثالث والنفقات الإدارية للمحكمة (أي لهيئة التحكيم) فيجب أن يتحملها الطرفان المتعاقدان بالتساوي.

٦. تصدر المحكمة (أي هيئة التحكيم) قراراتها على أساس احترام مبادئ القانون الدولي المقبولة عموما، وأحكام هذه الاتفاقية، إضافة إلى القوانين العامة.

المادة "١١"

تطبيق الاتفاقية

تسري هذه الاتفاقية أيضا على الإستثمارات الموظفة قبل سريان مفعولها من جانب طرف متعاقد في أراضي الطرف المتعاقد الآخر وفقا لقوانين الآخير وأنظمته.

بيدَ أن هذه الاتفاقية لا تسري على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل سريان مفعولها.

المادة "١٢"

سريان مفعول الاتفاقية ومدتها

١. يسري مفعول هذه الاتفاقية بعد شهر واحد من تاريخ تبادل مستندات الإبرام من جانب الطرفين المتعاقدين. وتبقى هذه الاتفاقية سارية المفعول لمدة عشرة أعوام.

ينبغي أن تمدد هذه الاتفاقية ضمنا في كل مرة لمدة أخرى أجلها عشرة أعوام ما لم يعط أي من الطرفين المتعاقدين (للآخر) إشعارا بانتهاء مدتها قبل اثني عشر شهرا على الأقل من انتهاء مدة سريان مفعولها، علما بأن كل طرف متعاقد يحتفظ بحق إنهاء الاتفاقية عن طريق إعطاء إشعار (للآخر) قبل اثني عشر شهرا على الأقل من تاريخ انتهاء المدة الراهنة لسريان مفعولها.

٢. إن الإستثمارات الموظفة قبل تاريخ إنهاء هذه الاتفاقية ينبغي أن تغطيها هذه الاتفاقية لمدة عشرة أعوام من تاريخ الإنهاء.

وإشهادا بذلك، فإن الممثلين الموقعين أدناه المفوضين بذلك حسب الأصول من جانب حكومتيهما، قد وقعا هذه الاتفاقية.

حررت على ثلاثة نسخ أصلية في بروكسل بتاريخ ٦ أيلول ١٩٩٩،
باللغات العربية والفرنسية والهولندية والإنكليزية، وتعتبر كل النصوص متساوية في صحتها.
وفي حال وقوع اختلاف في التفسير، يعتمد النص باللغة الإنكليزية.

عن حكومة الجمهورية اللبنانية:

وزير المالية

عن إتحاد بلجيكا ولكسمبورغ الإقتصادي:

عن حكومة مملكة بلجيكا:

Le Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur

Pierre Chevalier

عن حكومة دوقيّة لكسمبورغ الكبرى:

L'Ambassadeur

Jean-Jacques Kasel

عن حكومة إقليم ولونيا:

Pierre Chevalier

عن حكومة إقليم فلاندرز:

Le Ministre Président

Patrick Dewael

عن حكومة إقليم بروكسيل-العاصمة:

Pierre Chevalier